

Perspectives

Résilience

Bulletin régional d'information du projet Promouvoir la Résilience des Économies en zones Semi-Arides (PRESA)

Éditorial

Janvier - Février 2016 / Numéro 5

Chers partenaires,

Dans ce numéro :

Pages 1-3 ACTUALITÉS

Réunion de coordination du projet PRESA à Islamabad

Florence Crick de la London School of Economics en visite au Sénégal : l'engagement des femmes dans le secteur privé au cœur des discussions

Rencontre de coordination du projet 3 au Sénégal : les leçons clés de la rencontre

Visite sur le terrain du projet 3: analyser les impacts des changements climatiques sur la chaîne de valeur élevage au Sénégal

Démarrage des recherches de terrain au Sénégal et au Burkina Faso

Pages 4-5 FOCUS SUR...

Changements climatiques et mobilité au Burkina Faso et au Sénégal

Pages 6 OPINION

Entretien avec Issiaka SOMBIE, enseignant chercheur à l'Université Ouaga 2 et membre de l'équipe de recherche du projet 3

Page 7-8 RESSOURCES

Bibliographie et événements

En Afrique Subsharienne, la grande majorité des pays dits en développement sont généralement plus vulnérables aux effets du changement climatique que les pays dits développés. En effet, on considère aisément, à tort ou à raison, que les pays en développement sont généralement moins capables à s'adapter au changement et à la variabilité climatique.

Pourtant, dans ces pays où l'adaptation est avant tout une question de survie, les acteurs se mobilisent et ne manquent pas d'innovation pour renforcer trouver les outils et ressources nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans ce cinquième numéro, l'équipe éditoriale de «Perspectives Résilience» revient sur les activités d'engagement et de recherche qui se sont déroulées durant les mois de Janvier et Février 2016, au Sénégal et dans les autres pays membres du consortium PRESA.

Le bulletin présente ainsi les principaux résultats et enseignements de la visite de terrain organisé par le projet 3 (axé sur l'exploitation des opportunités pour un développement économique résilient aux changements climatiques dans les régions semi-arides: options pour l'adaptation dans les secteurs clé) au Sénégal (page 3). Il est important de préciser que cette visite fait suite à la tenue au Sénégal de la première réunion annuelle de recherche du projet 3 qui s'est tenue du 16 au 18 février à Dakar. La rencontre a regroupé les représentants des cinq pays membres du projet 3 à savoir le Burkina Faso, le Kenya, le Pakistan, le Sénégal et la Tanzanie (page 2).

Il est à noter également que le mois de Février a été marqué par la visite de Florence Crick de la London School of Economics (LES) au Sénégal.

La Responsable du projet 4 sur « Création d'un environnement favorisant les actions du secteur privé/ acteurs clé multiples afin de renforcer la résilience aux changements climatiques » s'est entretenue avec l'équipe de recherche et diverses parties prenantes du projet sur les questions liées à l'engagement des femmes dans le secteur privé sénégalais (page 2).

Comme à son habitude, le bulletin vous propose à travers sa rubrique « Focus » de mettre en discussion une thématique au cours des débats. C'est ainsi que pour ce numéro, nous vous proposons quelques éléments de discussions autour de la thématique « changement climatique et mobilité au sahel » (page 4).

Pour ce numéro, la rubrique « Opinion » donne la parole à un chercheur, M. Issiaka Sombié, qui se propose de nous présenter la chaîne de valeur coton au Burkina Faso et les principaux enjeux et défis qui se posent pour le développement de la filière coton dans un contexte de changement climatique. M. Sombié partage également son point de vue sur l'importance de la recherche pour la croissance et le développement (page 6).

Des ressources et de la documentation pour bien cerner les diverses thématiques abordées dans ce numéro sont également mises à votre disposition.

Excellente lecture !

Le comité Editorial

ACTUALITÉS

Réunion de coordination du projet PRESA à Islamabad

Cette troisième rencontre de coordination du consortium PRISE a eu lieu à Islamabad, au Pakistan, du 18 au 20 janvier 2016. L'ordre du jour de la rencontre comprenait une série d'activités clés parmi lesquelles une revue des progrès, des opportunités et des défis que posent les projets de recherche dans les différents pays ; des discussions sur le rapport de la deuxième année et les principaux enseignements tirés. La rencontre a également permis de réfléchir sur les synergies possibles entre les différents projets de recherche.



Florence Crick de la London School of Economics en visite au Sénégal : l'engagement des femmes dans le secteur privé au cœur des discussions

Dans le cadre des activités de coordination de la recherche du projet 4 sur « création d'un environnement favorisant les actions du secteur privé afin de renforcer la résilience aux changements climatiques », Florence Crick de la London School of Economics (LSE), leader dans le cadre de la recherche du projet 4, a entrepris une visite de terrain au Sénégal du 14 au 21 Février 2016.

Durant cette visite, l'équipe de recherche a tenu plusieurs consultations avec les parties prenantes du projet 4. On retiendra de cette visite de deux grandes sessions de partage avec les principaux intervenants :

- La première grande session partage a vu la participation de la Présidente de l'Union des femmes Chefs d'Entreprises du Sénégal (UFCE), qui rassemblent les femmes entrepreneurs au Sénégal, avec une forte représentation dans les régions de Kaolack, Louga, Saint-Louis. L'équipe de recherche du projet 4 a saisi l'opportunité de cette visite pour présenter le projet à la Présidente de l'UFCE, l'exhortant ainsi à faciliter le travail du projet dans l'analyse de l'engagement des femmes entrepreneurs dans le secteur privé sénégalais de même que les défis et opportunités que représentent les changements climatiques pour l'entrepreneuriat féminin.

- La deuxième grande session de partage a vu la participation de la Directrice du Laboratoire Genre et Recherche Scientifique de l'Université Cheikh Anta Diop, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la dimension de genre et des femmes dans le secteur privé.



@IEDAfrrique / 2016

Rencontre de coordination du projet 3 au Sénégal : les leçons clés de la rencontre

Le projet de recherche 3 axé sur « Exploitation des opportunités pour un développement économiques résilient aux changements climatiques dans les régions semi-arides : options pour l'adaptation dans les secteurs clé », a tenu sa première réunion annuelle de recherche du 16 au 18 février à Dakar, au Sénégal. La rencontre de recherche a regroupé les cinq pays membres du projet 3 à savoir le Burkina Faso, le Kenya, le Pakistan, le Sénégal et la Tanzanie.

L'organisation de cette rencontre avait entre autres objectifs de permettre aux chercheurs (i) d'examiner les résultats de la première phase d'analyse des chaînes de valeur qui a porté sur une revue de la littérature dans les cinq pays; (ii) d'analyser l'organisation des chaînes de valeur viande bovine (Kenya, Sénégal et Tanzanie), lait (Sénégal) et Coton (au Burkina Faso et au Pakistan) ; et (iii) préparer la méthodologie

de la phase de recherche approfondie sur le terrain ; (iv) de visualiser sous forme de dessin, la cartographie des chaînes de valeur.

En plus de cela, la rencontre a permis aux équipes de recherche pays de mieux comprendre et comparer les similitudes et différences des approches et contextes qui existent entre les pays. Ce qui facilitera la cohérence des analyses et des méthodologies.

A la suite de l'atelier, une mission de terrain a été menée au Sénégal pour tester le questionnaire d'enquête dans les zones de production (Tessékéré et Thieul), de commerce (Dahra et Linguere) de transformation (abattoirs à Touba et à Dakar) et de distribution (auprès des bouchers à Dakar).



@IEDAfrrique-2016

Démarrage des recherches de terrain au Sénégal et au Burkina Faso



@IEDAfrrique /Bakel - 2016

Les activités de recherche au Sénégal et au Burkina Faso pour les sept projets de recherche du programme PRESA ont débuté dans les sites pilotes identifiés. Il est important de rappeler que l'identification de ces sites a été réalisée en partenariat avec les parties prenantes des différents projets. Ces derniers ont en effet eu l'opportunité de se prononcer sur la méthodologie de recherche et proposer des pistes d'amélioration.

Durant cette phase de recherche, les équipes projets travailleront à la collecte des données et à l'identification des études de cas qui les aideront à confirmer les hypothèses qui ont émergé durant la phase de revue de la littérature. En outre, plusieurs consultations et rencontres avec les parties prenantes sur le terrain auront également lieu.

À la fin de la phase de recherche sur le terrain, il est prévue l'organisation d'une séance de restitution avec les membres des plateformes des parties prenantes afin de partager les résultats des enquêtes avec les parties prenantes, et leur donner l'opportunité de débattre et de contribuer à l'amélioration des résultats.

Visite sur le terrain du projet 3: analyser les impacts des changements climatiques sur la chaîne de valeur élevage au Sénégal



@IEDAfrrique /Ferlo - 2016

Dans le cadre des activités du projet 3 relatif à l'analyse des impacts du changement climatique sur les chaînes de valeur lait et viande du programme PRESA de l'IED, une mission de terrain avait été organisée du 24 au 28 Février 2016. Cette mission a vu la participation de toute l'équipe du projet notamment l'équipe de l'IED composée de Dr Waoundé DIOP, Dr Néné DIA et Assane BEYE et celle d'ODI notamment Dr Elizabeth Carabine et Dr Catherine Simonet. La mission s'est déroulée sur plusieurs sites notamment les abattoirs de Dakar et Touba, les marchés de production de bétail (Tessékéré et Thieul), les marchés de commercialisation (Linguère) et sur le grand marché de regroupement (Dahra). Concernant la filière laitière, les entretiens ont été faits sur quelques mini-laiteries à Linguère et Dahra. Conformément à l'étape 2 qui met l'accent sur l'analyse des risques climatiques, l'objectif de la mission était de tester notre questionnaire avant de commencer les grandes enquêtes prévues sous peu.

Plusieurs acteurs ont été interviewés au niveau des marchés hebdomadaires, notamment les éleveurs, les commerçants (dioulas et téfankés) les distributeurs (bouchers et chevillards) et les transporteurs (convoyeurs). En ce qui concerne les parties-prenantes, nous avons rencontré :

- le responsable en genre de l'Association Nationale des Professionnelles de la filière Viande Bovine au Sénégal (ANPRO-VBS) Mme Racky Thiam,
- le Président de la Fédération Nationale des Acteurs de la Filière Laitière Locale au Sénégal (FENAFILLS) qui regroupe tous les acteurs (producteurs, collecteurs et transformateurs) de la filière laitière
- le responsable de Hunger Project Dahra qui regroupe 15 groupements féminins qui s'activent dans la production, la transformation et la commercialisation du lait à Dahra.

Ces entretiens auront permis à l'équipe du projet de tester le questionnaire, puis de le corriger afin de l'adapter à la réalité du terrain avant la grande phase d'enquête prévue pour le deuxième trimestre de 2016.

Changements climatiques et mobilité au Burkina Faso et au Sénégal



@IEDAfrrique - 2012

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de recherche et des activités d'engagement avec les parties prenantes, le programme PRESA s'active à identifier les facteurs pouvant contribuer au renforcement de la résilience économique du Sénégal et du Burkina Faso face au changement climatique. Les secteurs clés de l'économie de ces deux pays sont fortement dépendants du climat, si bien que les changements et variabilités climatiques de plus en plus importants, exacerbent l'impact des risques climatiques et les menaces sur les possibilités de développement sur le long terme, en particulier dans les zones arides et semi-arides. D'où la nécessité de repenser les approches de développement en les orientant cette fois vers la notion de résilience.

L'environnement comme facteur de migration

La mobilité humaine est un mécanisme de base pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes, et la migration peut être une stratégie d'adaptation à la modification des schémas climatiques. Étant donné que les personnes déplacées et les migrants sont souvent confrontés au besoin, à la vulnérabilité et à la détresse, l'impact que le changement climatique pourrait avoir sur la mobilité humaine est aussi un sujet de préoccupation.

En effet, les catastrophes naturelles s'accompagnent dans bien des cas de déplacement massifs de populations que l'on tend aujourd'hui à considérer sous la notion de « migration environnementale ». Quand on analyse l'impact des changements climatiques sur les migrations, il est donc important de faire une distinction entre les migrations provisoires et cantonnées à l'intérieur d'un pays - que l'on observe généralement suite à des catastrophes naturelles ; et les migrations durables et transnationales. Ces dernières sont en générale en œuvre dans des zones dégradées par les sécheresses ou encore par la montée des eaux, rendant difficile voire impossible le développement d'activités tels que l'agriculture, la pêche ou l'élevage.

Entre les changements lents du climat et les catastrophes que ces derniers engendrent, on estime que chaque année, ce sont des dizaines de milliers d'individus qui sont contraints d'abandonner leur territoire du fait des catastrophes naturelles (environ 27 millions en moyenne sur les six dernières années selon l'Office Internationale des Migrations).

Dès lors, comprendre si les migrants sont engagés dans des mouvements temporaires ou de long terme, leurs zones de destinations, les personnes qui migrent est essentiel dans la formulation et la mise en œuvre de politiques. Il est également crucial de mieux

comprendre le rôle de la mobilité et de la migration dans les stratégies d'adaptation et de résilience dès lors que la durée, la destination et la composition des flux migratoires sont étroitement liés aux activités économiques dans les zones de départ ; de même que les multiples opportunités de génération de revenus dans les zones de destination (C. Tacoli, 2011).

La migration comme stratégie d'adaptation

En Afrique subsaharienne, dans des pays comme le Burkina Faso et le Sénégal, les migrations internes et transfrontalières vers les zones côtières ont précédé la colonisation, et l'exode-rural, souvent sous la forme de mouvement circulaire, prédomine encore. (Henry et al. 2004; van der Geest 2009). Ainsi par exemple, au Burkina Faso, les déplacements saisonniers et sous-saisonniers au gré de la pluviométrie a longtemps constituer une stratégie de subsistance pour maximiser les investissements de temps et d'autres ressources. De même, au Sénégal, les habitudes migratoires sont différentes d'une zone à une autre. Les Sénégalais ont une longue tradition de mobilité, et le pays a également été historiquement une importante destination pour les migrants en provenance d'autres parties de la région.

Jusque dans les années 1990, les mouvements migratoires étaient essentiellement interne ou vers d'autres pays africains; depuis, le phénomène a pris de l'ampleur, consacrant davantage de migrations internationales, en particulier vers l'Europe, au point que dans certaines localités, la migration est considérée comme la seule voie de réussite, malgré les difficultés rencontrées par de nombreux migrants durant leur périple. De même, les transferts monétaires nationaux et internationaux sont devenus une composante clé dans le budget des ménages et les envois de fonds internationaux sont un élément important de l'économie sénégalaise, contribuant à près de 19% du PIB (BAD, 2011).

Encadré : « manger la saison sèche » – la migration temporaire de main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest

Dans le Sahel de l'Afrique de l'Ouest, des études récentes ont jeté un éclairage sur le recours à la migration temporaire comme mécanisme d'adaptation aux changements climatiques. Cette région a souffert d'une sécheresse prolongée pendant une bonne partie des trois dernières décennies, et les familles y ont fait face entre autres en envoyant de jeunes adultes des deux sexes chercher un travail salarié après chaque récolte. La distance qu'il leur faut alors parcourir dépend en partie de l'abondance de la récolte. Une bonne récolte peut procurer à la famille des ressources suffisantes pour envoyer l'un de ses membres travailler en Europe. Si la récompense en termes de fonds rapatriés peut-être considérable, cette façon de faire a cependant un fort caractère spéculatif. Outre que le voyage est périlleux, la récompense n'est pas assurée. Qui plus est, il est probable que celui qui est parti ne sera pas rentré à temps pour les semences

de l'année suivante.

En année de sécheresse en revanche, lorsque les récoltes sont maigres, les jeunes tendent à rester nettement plus près de chez eux, préférant aller travailler dans les villes voisines pour moins solliciter les réserves alimentaires du ménage et compléter ses revenus. Lors de telles années, le risque de perdre au « jeu de la migration » est simplement trop élevé.

1. Science Daily, 1999, "Jet stream studied in West African drought", Penn State, 9 juin 1999, <http://www.sciencedaily.com/releases/1999/06/990607072120.htm>, consultation du 21 avril 2007.
2. McLeman, R., "Global warming's huddled masses", The Ottawa Citizen, 23 novembre 2006.

Source : Organisation Internationale pour les migrations (OIM), Migrations et changements climatiques, Série Migration Research de l'OIM, N°31, 2008

Toutefois, il faut signaler qu'en zone semi-arides, les schémas de déplacement ne dépendent uniquement de critères directement liés au changement climatique. Les facteurs économiques, sociaux et politiques jouent également un rôle important. En outre, même lorsqu'une catastrophe d'origine météorologique est l'un des facteurs, il est difficile de déterminer de façon catégorique si le changement climatique a exercé une influence, et dans quelle mesure. Les prédictions relatives à l'impact du changement climatique sur la mobilité humaine comportent donc de nombreuses incertitudes et suppositions. D'où l'intérêt de renforcer la base de connaissances des recherches, programmes et projets sur le sujet qui pourront en retour mieux orienter la prise de décision.



@IEDAfrrique - 2012

L'analyse du lien entre migration et résilience dans le cadre du PRESA

Dans le cadre du projet PRESA, le lien entre changement climatique et mobilité est abordé à travers 2 projets principaux :

- Le projet 1 sur en s'intéressant plus spécifiquement aux liens entre changements climatiques et développement économique résilient dans un contexte de mobilité. Le projet est mis en œuvre au Burkina Faso et au Pakistan (plus de détails). Le projet est mis en œuvre au Burkina Faso par le LERMIT.

- Le projet 2 sur Migrations, transferts de fonds effectués par les migrants, adaptation et résilience dans les régions semi-arides du Sénégal et du Tadjikistan. Le projet interroge la mobilité en la mettant toutefois en perspective avec la problématique des transferts monétaire et non monétaire des migrants et leur contribution pré-tendue ou réelle à la résilience en zones semi-arides. Au Sénégal, IED Afrique assure la mise en œuvre de la recherche.

Dans les deux pays, le PRESA mettra l'accent sur l'analyse des enjeux récents des migrations et ses effets et impacts sur l'adaptation et la croissance.

@IED Afrique / PRESA-2016



Entretien avec Issiaka SOMBIE, enseignant chercheur à l'Université Ouaga 2 et membre de l'équipe de recherche du projet 3

« Il est évident qu'une amélioration du revenu des acteurs de la chaîne de valeur coton peut aider à réduire d'une manière ou d'une autre le niveau de pauvreté. »

Du 16 au 18 Février 2016 s'est tenu à Dakar (Sénégal) la première rencontre annuelle du projet 3. La rencontre a été un important moment d'échange et de renforcement entre les différentes équipes de recherche pays, qui ont ainsi pu présenter les premiers résultats des revues et confronter les méthodologies et outils d'analyse. Dans cette interview, Issiaka SOMBIE, membre de l'équipe de recherche du projet 3 nous livre quelques éléments d'analyse pour comprendre les enjeux et défis autour de la chaîne de valeur coton au Burkina Faso.

Perspectives résilience : Pouvez-vous vous présenter ?

IS : Je m'appelle Issiaka Sombié. Je suis enseignant chercheur à l'Université Ouaga 2 et membre de l'équipe de recherche sur le thème « exploiter les opportunités pour un développement économique résilient aux changements climatiques dans les régions semi-arides : options pour l'adaptation dans les secteurs clé », dans le cadre de la convention de partenariat entre IED Afrique et le LERMIT. Plus communément appelé projet PRISE n° 3, ce projet met le focus sur la chaîne de valeur coton au Burkina Faso.

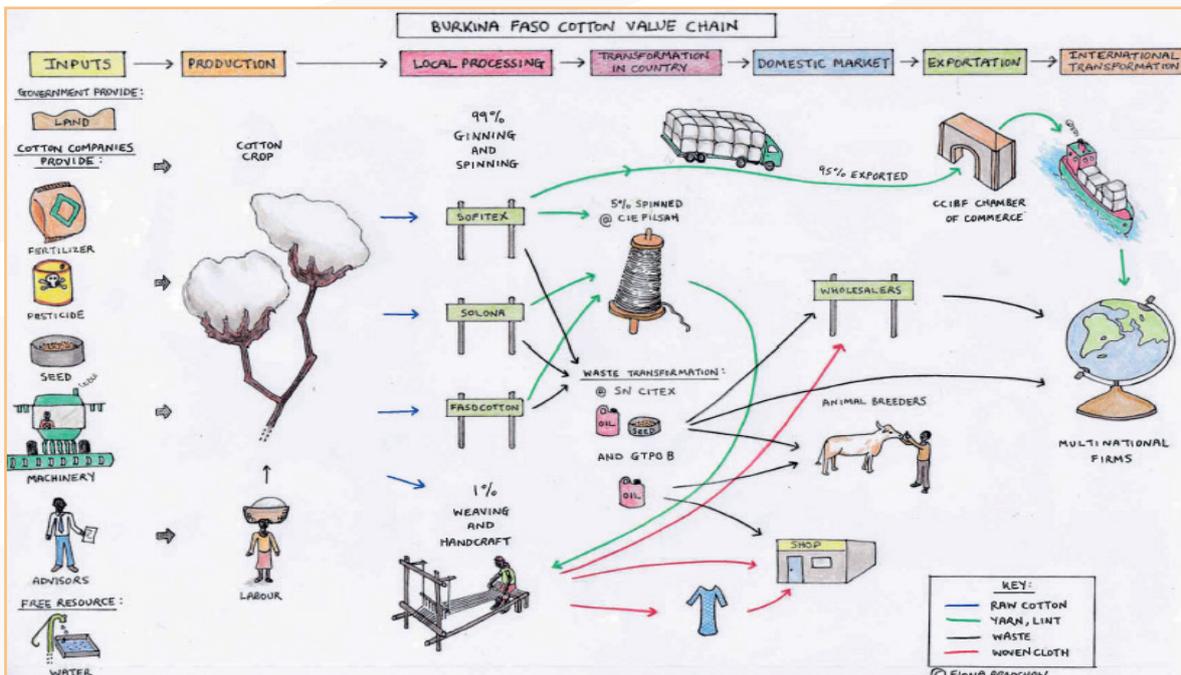
Comprendre l'architecture de la chaîne de valeur coton au Burkina Faso

PR : Pouvez-vous nous présenter globalement la chaîne de valeur coton au Burkina Faso ?

IS : Plusieurs parties prenantes intègrent la chaîne de valeur coton au Burkina Faso. Mais de façon générale, on peut dire que la chaîne de valeur coton au Burkina Faso est essentiellement fondée sur les sociétés cotonnières dans la mesure où la production des paysans est achetée en grande majorité par ces sociétés qui la transforment, l'égrainent, la conditionnent, etc. dans le seul but de

faire de l'exportation. Ainsi donc la fibre brute qui est achetée au niveau de ces producteurs est presque entièrement exportée. Les estimations font état de près de 95% du coton fibre qui est exporté, contre seulement 5% transférés au Burkina Faso dans une société de filature, qui se chargera de confectionner les fils que les tisseurs (en grande majorité les femmes) achètent via des commerçants grossistes pour faire des pagens tissés. C'est essentiellement ces pagens tissés qui sont l'une des transformations du coton fibre que l'on a au Burkina Faso.

L'autre partie du coton c'est-à-dire les graines de coton qui sont extraites par les sociétés cotonnières sont vendues à des sociétés de production d'huile et d'oléagineux. A ce niveau également il n'y a pas énormément d'acteur impliqué car tout d'abord il n'y a qu'une seule société industrielle, la Société Nouvelle Huilerie et Savonnerie CITEC (SN CITEC), qui achète une grande partie de ces graines. Ensuite, une petite portion est revendue à un groupement de petites et moyennes entreprises (PME) et d'individus qui produisent de l'huile et du savon mais de façon informelle et qui sont revendus au niveau du marché local. Enfin, il y a des déchets après production de l'huile et du savon, qui sont soit vendus à des éleveurs pour l'alimentation du bétail, soit, dans une moindre mesure exportés.





Oliver Girard (CIFOR), Creative Commons License:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

PR : Au regard de ces premiers éléments d'analyse, on constate que la chaîne de valeur coton au Burkina Faso est presque entièrement dominée par le secteur privé. Dès lors, Cela ne présente-t-il pas un risque pour les producteurs ?

IS : Réponse : Tout d'abord, il est important de signaler que bien que le secteur privé soit l'acteur principal de la chaîne de valeur coton au Burkina Faso, le gouvernement, qui a une part du capital de la principale société cotonnière du Burkina Faso, est un premier garant pour les producteurs. A cela, il faut ajouter que les producteurs à travers leur groupement national sont également dans le capital de la société (à pratiquement 30%). Il faut reconnaître en outre que les producteurs sont assez organisés et à tous les niveaux (national, régional, départemental, etc.). Donc la structuration est vraiment bien faite à ce niveau de telle sorte que tous les producteurs sont forcément dans le circuit global de production du coton.

« D'un point de vue du coton, la production est presque entièrement exportée. La petite partie qui reste surtout au niveau des fibres est transformée pour faire des pagnes tissés qui sont beaucoup prisés ».

Changements climatiques, chaîne de valeur et croissance

PR : Dans un contexte de changements climatiques, quels sont les principaux risques/impacts climatiques qui peuvent affecter la chaîne de valeur coton ?

IS : L'un des principaux risques sur la chaîne de valeur coton au Burkina Faso sont les extrêmes climatiques notamment les fortes pluies, les inondations, les sécheresses. Si l'on prend le cas de la pluviométrie, on constate une certaine variabilité pouvant aboutir à la destruction des productions car les producteurs n'ont pas des lieux de stockages assez organisés. De ce fait, à la moindre difficulté climatique, l'effet est immédiat. Et ces impacts se sont également ressentis au niveau des transformateurs qui perdent beaucoup d'argent lorsqu'un problème pareil survient.

Deuxièmement, ce sont les élévations des températures qui impactent sérieusement sur la production. Par exemple les hausses des températures provoquent une augmentation de la consommation d'énergie si bien que les prix de production, cumulés aux incertitudes liés aux changements climatiques ont un effet négatif sur les prix et l'économie cotonnière.

PR : Dans un tel contexte, quels sont les principaux enjeux entourant l'analyse de la chaîne de valeur coton pour un pays comme le Burkina Faso ?

IS : L'analyse de la chaîne de valeur coton au Burkina Faso est une question de développement et de croissance économique centrale pour le pays pour deux principales raisons, parmi beaucoup d'autres bien entendu. La première tient au fait le gouvernement Burkinabé accorde un intérêt de plus en plus important à la filière coton, comme le traduit à juste titre la mise en place en 2013 du Secrétariat du suivi de la filière coton libéralisée, qui est une structure ayant un droit de regard sur l'organisation de toute la filière du coton. Ensuite, quand on voit comment les problèmes liés à la lutte contre la pauvreté et à l'emploi se posent avec acuité au Burkina Faso, on comprend que le fait de pouvoir développer la chaîne de valeur coton peut avoir des effets induits en termes d'accroissement des revenus au niveau des acteurs qui interviennent dans la chaîne.

PR : Quelle contribution attendue du PRESA dans le renforcement de la résilience de la chaîne de valeur coton au Burkina Faso ?

IS : Vu comme tel, le projet 3 du PRESA est extrêmement pertinent car il permet de pouvoir structurer la réflexion d'un point de vue scientifique pour accompagner les autorités et les autres acteurs qui font actuellement du coton un enjeu de développement.

Pour la petite histoire, il faut dire qu'actuellement par exemple, le gouvernement du Burkina Faso vient d'adopter une loi qui vise à faire la promotion des pagnes tissés et ce titre, il est fortement recommandé que chaque 8 Mars de chaque année, tous les Burkinabé puissent s'habiller en tenue faite de pagne tissé, quand on sait que les pagnes tissés sont produits par les femmes grâce au coton produit localement. C'est donc dire que dans les années à venir, on peut dire qu'il y aura de bonnes perspectives en matière de développement de la chaîne de valeur coton.

L'intérêt du projet a été bien perçu par les autorités dans la mesure où l'on travaille en étroite collaboration avec le secrétariat permanent du suivi de la filière coton libéralisée. Toutes nos activités sont en quelque sorte sponsorisées par ce secrétariat qui en fait en quelque sorte une composante interne du secrétariat. Par exemple lorsqu'on doit échanger avec les autres acteurs, c'est le secrétariat permanent qui produit les lettres et qui nous aident à contacter les parties prenantes qu'il faut.

Tout cela fait que nous pouvons dire que cette structure est vraiment intéressée à accompagner l'équipe du projet au niveau du Burkina Faso car elle considère en fin de compte que le projet peut à terme fournir des éléments de réponses susceptibles de renforcer la compréhension de la chaîne de valeur et sur le long terme contribuer à améliorer les conditions de vie des populations au Burkina.

Les «interviews du projet PRESA» offrent la possibilité aux parties prenantes de partager leurs idées et analyses, afin de contribuer au débat sur les défis et opportunités que pose le changement climatique aux populations et aux économies du Burkina Faso et du Sénégal.

Bibliographie et sites web

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « *Changement climatique et mobilité humaine : le point de vue humanitaire* », 22 avril 2009

Lien http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/climate%20change/climate_change_and_human_mobility-fr.pdf

UNFPA & WEDO, « *Une politique en faveur de l'égalité de Genre* », *Climate Change Connections* N°2, 2009

Lien : https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/climateconnectiond_2_policy_fr.pdf

UK Climate Change and Migration Coalition & Climate Outreach and Information Network (COIN), « *Migration as adaptation: exploring mobility as a coping strategy for climate change* »

Lien : http://climatemigration.org.uk/wp-content/uploads/2014/02/migration_adaptation_climate.pdf

Riccardo Faini, « *Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine* », *Revue d'économie du développement*, 2007/2 (Vol. 15)

Lien : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2007-2-page-153.htm>

Papa Amadou Sarr, « *Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal* », *Migrations et développement*, 2009

Lien : <http://www.oecd.org/dev/emoa/43912387.pdf>

Gloria M. Grandolini, « *Objectif Smart : agir intelligemment pour réduire le coût des envois de fonds* », 2015

Lien : <http://blogs.worldbank.org/voices/fr/objectif-smart-agir-intelligemment-pour-reduire-le-cout-des-envois-de-fonds>

Jim Yong Kim, « *Une année d'opportunités pour lutter contre le changement climatique... et transformer nos économies* », 2015

Lien : <http://blogs.worldbank.org/voices/fr/une-annee-d-opportunités-pour-lutter-contre-le-changement-climatique-et-transformer-nos-economies>

Cecilia Tacoli, « *Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas of Bolivia, Senegal and Tanzania* », February 2011

Lien : <http://pubs.iied.org/10590IIED.html>

Evenements

Activités	Date	Lieu
Lancement des travaux des Entretiens du PRAPS : un rendez-vous annuel de partage de connaissances en vue de soutenir le développement du pastoralisme dans le Sahel	Du 15 au 17 Mars 2016	Dakar
Connecter la prise de décision à la science : Atelier national avec les parties prenantes sur le thème «migrations, transferts de fonds et résilience climatique, opportunités pour le Tadjikistan	Du 31 Mars au 1er Avril 2016	Dushanbe

À propos du bulletin *Perspectives Résilience*

Le bulletin est produit dans le cadre du projet PRESA qui a pour but d'oeuvrer pour des économies résilientes face au changement climatique dans les zones semi-arides d'Afrique et d'Asie, et dont les avantages sont partagés de manière équitable entre toutes les communautés, en particulier les plus vulnérables.

Le projet PRESA, financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et *Department for International Development* (DFID) dans le cadre de l'initiative de Recherche Concertée sur le l'Adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), est mis en oeuvre par un consortium composé de cinq organisations : *Overseas Development Institute* (ODI) et *London School of Economics* (LSE) basés au Royaume Uni; *Center for Climate Change Studies* (CCCS) de l'Université de Dar Es Salam en Tanzanie; *Sustainable Development Policy Institute* (SDPI) au Pakistan, et Innovation, Environnement Développement en Afrique (IED Afrique) au Sénégal. Le projet intervient en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Sénégal), en Afrique de l'Est (Kenya et Tanzanie) et en Asie (Pakistan et Tadjikistan).

Plus d'info sur le projet PRESA sur

www.iedafrique.org

www.prise.odi.org



@IEDAfricque - @PRISEclimate
www.facebook.com/iedafrique



www.flickr.com/iedafrique



www.flickr.com/priseclimate



[Youtube/IEDAfricque](https://www.youtube.com/IEDAfricque)



PRESA

Promouvoir la Résilience des
Économies en zone Semi-Arides